

*La Nouvelle Gazette rhénane*  
Articles et documents

## ***Karl Marx -Friedrich Engels : À la rédaction du Frankfurter Journal***

---

On prie l'honorable rédaction du *Frankfurter Journal* d'accueillir dans ses colonnes, en bonne place et en gros caractères la déclaration suivante et de faire payer les droits d'insertion éventuels à M. Weydemeyer, rédacteur de la *Neue Deutsche Zeitung*<sup>1</sup>.

Bingen, le 31 mai.  
Docteur Karl Marx.

### **Déclaration<sup>2</sup>**

La rédaction de la « *Nouvelle Gazette rhénane* » se doit de déclarer à ses correspondants et à son public qu'elle n'a aucun rapport avec la feuille paraissant à Cologne, sous le titre de *Westdeutsche Zeitung*<sup>3</sup>. La rédaction soussignée se réserve de faire savoir dans une communication ultérieure où et quand la *Nouvelle Gazette rhénane* reparaitra.

La rédaction de la « *Nouvelle Gazette rhénane* »

Karl Marx  
Ernst Dronke  
Friedrich Engels  
F. Freiligrath  
Georg Weerth  
F. Wolff  
W. Wolff

*D'après le manuscrit.*

---

<sup>1</sup> La *Neue Deutsche Zeitung, Organ der Demokratie*, était un quotidien démocratique qui parut du 1<sup>er</sup> juillet 1848 au 1<sup>er</sup> avril 1849 à Darmstadt, puis à Francfort-sur-le-Main, jusqu'à son interdiction, le 13 décembre 1850. Les rédacteurs de ce journal étaient Otto Lüning, Joseph Weydemeyer et Georg Günther.

<sup>2</sup> La déclaration de la rédaction de la *Nouvelle Gazette rhénane* fut publiée dans la *Neue Deutsche Zeitung* n°129 et 133 des 2 et 7 juin 1849) et dans la *Neue Kölnische Zeitung* n° 126 du 3 juin 1849).

<sup>3</sup> La *Westdeutsche Zeitung* était un journal démocratique petit-bourgeois qui parut du 25 mai 1849 au 21 juillet 1850 à Cologne avec Hermann Becker pour rédacteur en chef. Ce journal qui parut immédiatement après la disparition de la *Nouvelle Gazette rhénane* prétendait lui reprendre le flambeau; la rédaction déclara qu'à l'avenir les abonnés recevraient la *Westdeutsche Zeitung* à la place de la *Nouvelle Gazette rhénane*.

## **Friedrich Engels : le soulèvement populaire dans le Palatinat et le Bade<sup>1</sup>**

---

### **Der Bote für Stadt und Land - n°110, 3 juin 1849**

Kaiserlautern, le 2 juin.

Les feuilles allemandes contre-révolutionnaires cherchent, de toutes les façons, à rendre suspecte la révolution dans le Palatinat et le Bade. Elles n'ont pas honte de prétendre que le soulèvement tout entier vise à « trahir au profit des Français » le Palatinat, le Bade, et directement toute l'Allemagne. Elles cherchent ainsi à faire resurgir la vieille haine contre-révolutionnaire contre les Français comme au prétendu bon vieux temps, pour qu'il leur soit possible de détourner les sympathies de nos frères du nord et de l'est de l'Allemagne. Or ces feuilles mensongères et répugnantes qui reprochent au Palatinat et au Bade de s'être vendus à la France, sont justement celles qui soutiennent l'invasion russe en Hongrie, la traversée de la Prusse par les Russes et même la nouvelle Sainte Alliance entre la Russie, l'Autriche et la Prusse. Comme preuve nous ne citerons qu'une de ces feuilles : la *Kölnische Zeitung*.

Donc, le fait que les Russes traversent le territoire de la Prusse, le territoire de l'Allemagne, pour écraser la liberté hongroise, n'est pas un crime de haute trahison ! Quand le roi de Prusse conclut une alliance avec les Croates et les Russes pour que le dernier reste de liberté allemande soit piétiné par les sabots des chevaux cosaques, ce n'est pas un crime de haute trahison ! Si nous tous, si toute l'Allemagne, du Niémen jusqu'aux Alpes est trahie et vendue au tzar russe par de lâches despotes, ce n'est pas un crime de haute trahison ! Mais si le Palatinat jouit des sympathies du peuple français et surtout du peuple alsacien, s'il ne repousse pas l'expression de cette sympathie avec un extravagant contentement de soi, s'il envoie à Paris des gens pour s'informer de l'ambiance qui règne en France, du nouveau tournant que prendra la politique de la République française<sup>2</sup> - cela en effet, c'est un crime de haute trahison, c'est la trahison suprême, cela signifie vendre l'Allemagne à la France, à l'« ennemi héréditaire », à l'« ennemi de l'empire » ! Voilà comment raisonnent les feuilles contre-révolutionnaires.

Certes, Messieurs « de droit divin », tout ceci le Palatinat et le Bade l'ont fait, et aucun des deux n'aura honte d'avoir agi ainsi. Certes, si c'est un crime de haute trahison, alors le peuple palatin et badois tout entier compte trois millions et demi de coupables de haute trahison. Le peuple palatin et badois n'a vraiment pas fait une révolution pour se mettre du côté des despotes dans la grande lutte imminente entre l'Occident libre et l'Orient despotique. Le peuple palatin comme le peuple badois a fait sa révolution parce qu'il ne voulait pas être complice des infâmes assassinats de la liberté que l'Autriche, la Prusse et la Bavière ont accomplis avec tant d'ignominie depuis des mois, parce qu'il n'a pas voulu non plus se laisser utiliser à l'asservissement de ses frères. L'armée palatine et badoise s'est ralliée sans réserve au mouvement; elle a refusé fidélité aux princes parjures et elle s'est mise comme un seul homme aux côtés du peuple. Ni les civils, ni les soldats ne veulent combattre la liberté dans les rangs des Croates et des Cosaques. Quand les despotes d'Olmütz, de Berlin et de Munich trouvent encore des soldats tombés assez bas pour se mettre eux-mêmes sur le même rang que des Bachkirs<sup>3</sup>, des Pandours, des Croates et autres bandes de pillards, pour combattre avec de telles hordes de barbares sous un seul drapeau, tant pis ! Nous le regretterons, mais nous ne traiterons pas de tels mercenaires comme des frères allemands, nous les traiterons comme des Cosaques et des Bachkirs et nous nous soucierons peu de savoir si un traître ex-ministre impérial de la guerre se trouve à leur tête<sup>4</sup>.

Mais somme toute, il est ridicule de parler de « crime de haute trahison » et autres relents de démagogie à l'époque actuelle où la guerre européenne, la *guerre populaire* est imminente. Dans quelques semaines, dans quelques jours peut-être, les masses armées de l'Occident républicain et celles de l'Orient asservi déferleront les unes contre les

---

<sup>1</sup> Engels écrivit cet article pendant le séjour qu'il fit dans l'Allemagne du Sud où il s'était rendu après la disparition de la *Nouvelle Gazette rhénane*. Il fut publié dans le journal *Der Bote für Stadt und Land*, l'organe officiel du gouvernement révolutionnaire provisoire palatin. Un autre article considéré comme « trop choquant » ne fut pas publié. (Cf. ENGELS : *Die deutsche Reichsverfassungskampagne* (La campagne pour la Constitution d'empire).

<sup>2</sup> Au début de juin 1849, Marx qui s'attendait à ce que des événements révolutionnaires décisifs se produisent en France, fut envoyé à Paris avec un mandat signé de d'Ester, émanant de la Commission centrale des démocrates qui se trouvait alors dans le Palatinat. Il devait y représenter le parti révolutionnaire allemand auprès du parti socialiste, formé à la fois d'éléments prolétariens et d'éléments petits-bourgeois, qui préparaient un grand coup contre Louis-Napoléon Bonaparte et les partis de l'ordre.

<sup>3</sup> Les Bachkirs ou Baskirs étaient un peuple d'origine mongole de plus de 500 000 habitants, émigré de la Sibérie méridionale dans les gouvernements du sud de l'Oural et jusque sur la Volga. Peu enclins à l'agriculture, ils se livraient à l'élevage des abeilles, des bêtes à cornes et des chevaux. Excellents cavaliers, ils fournirent de bons régiments à la Russie. Quoique musulmans, ils avaient conservé une quantité de vieilles superstitions. Ils négligeaient les ablutions prescrites par le Coran et étaient d'une malpropreté repoussante. Le gouvernement russe leur avait laissé le privilège d'élire leurs chefs ou atamans. Les Russes avaient commencé à s'établir dans cette région dès 1558, auprès des mines de fer, d'or et de platine qu'ils découvraient et dont ils entreprenaient successivement l'exploitation. La Bachkirie est maintenant un État autonome faisant partie de l'U.R.S.S.

<sup>4</sup> Le général prussien Eduard von Peucker, ministre de la Guerre dans le gouvernement provisoire d'empire du 15 juillet 1848 au 10 mai 1849, prit, le 20 mai 1849, le commandement du corps d'opération des troupes confédérales jetées dans la bataille pour la répression du soulèvement dans le Bade.

autres pour vider leur grande querelle sur le sol allemand. On ne demandera pas à l'Allemagne - voilà où l'ont amenée les princes et les bourgeois - si, sur ce point aussi, elle donne son autorisation. L'Allemagne ne fera pas la guerre, elle sera submergée par la guerre sans son accord, et sans qu'elle puisse l'empêcher. Voilà, grâce aux régents de mars, aux Chambres de mars, et non moins grâce à l'Assemblée nationale de mars, la glorieuse position de l'Allemagne au moment où la guerre européenne est sur le point d'éclater. Il ne peut être nullement question d'intérêts *allemands*, de liberté *allemande*, d'unité allemande, de prospérité allemande, là où il s'agit de la liberté ou de l'oppression, du bien ou du mal de toute l'*Europe*. Ici toutes les questions de nationalité cessent, ici il n'y a plus qu'une question ! Voulez-vous être *libres*, ou voulez-vous être russes ? Et les feuilles contre-révolutionnaires parlent encore de « haute trahison », *comme si l'on pouvait encore trahir tant soit peu l'Allemagne* au moment où, terrain passif, elle sera la proie des deux armées en lutte ! Certes l'an dernier l'affaire était autre. L'an passé les Allemands pouvaient entreprendre la lutte contre l'oppression russe, libérer les Polonais et porter ainsi la guerre en territoire *russe* et aux frais de la *Russie*. Maintenant, en revanche, grâce à nos princes, la guerre sera menée sur *notre* territoire et à *nos* frais, maintenant l'affaire est telle que pour l'Allemagne la guerre de libération européenne sera en même temps une guerre civile où des Allemands lutteront contre des Allemands.

Voilà ce dont nous sommes redevables à la félonie de nos princes et à la mollesse de nos représentants du peuple et s'il y a une quelconque haute trahison, elle est bien là ! Bref : dans la grande lutte pour la liberté qui se déploie à travers toute l'Europe, le Palatinat et le Bade seront aux côtés de la liberté contre l'asservissement, aux côtés de la révolution contre la contre-révolution, aux côtés du peuple contre les princes, aux côtés de la France, de la Hongrie, de l'Allemagne révolutionnaires contre la Russie, l'Autriche, la Prusse et la Bavière absolutistes; et si Messieurs les Hurleurs appellent cela de la haute trahison, nul ne s'en souciera dans tout le Palatinat et dans tout le Bade.

## Karl Marx : Le 13 juin<sup>1</sup>

---

### **Der Volksfreund - n°26, 29 juin 1849**

Paris, le 21 juin.

Vous connaissez suffisamment la population parisienne pour saisir le ridicule de cette accusation *a priori* de lâcheté. Cependant je comprends qu'en Allemagne notamment, on ne puisse pas expliquer la journée du 13 juin et qu'elle prête nécessairement à toutes les interprétations malveillantes possibles.

Le principal acteur du 13 juin n'était pas le *peuple* mais la « Montagne ». Derrière la « Montagne » il y avait cependant à nouveau un comité secret<sup>2</sup> qui poussa à la roue et obligea plus ou moins Ledru-Rollin à jouer le rôle que l'on sait.

La principale erreur de la « Montagne » fut sa *certitude de la victoire*. Elle était si sûre de son affaire qu'elle crut tout réglé par une manifestation pacifique. Elle offrit ainsi au gouvernement l'occasion de la vaincre sans la battre. Le cortège qui, partant du Château d'eau, déferla le long des boulevards, n'avait aucune arme. Le gouvernement de son côté, renseigné complètement et en détail par des espions, avait, en silence, et sans qu'il y paraisse, fait occuper tous les points importants par la Garde nationale, les chasseurs de Vincennes et autres troupes. Le cortège était pratiquement cerné et même s'il avait été armé, il n'aurait pas pu résister. À plus forte raison sans armes ! *Changarnier* qui avait pris toutes les dispositions fut assez malin pour ne pas faire sonner le rappel. Comme par enchantement on vit soudain tous les points décisifs occupés militairement. Vous comprenez donc que la masse désarmée se dispersa pour s'emparer des armes, mais on trouva aussi les entrepôts d'armes préparés pour le cas d'une insurrection, réquisitionnés par le gouvernement, et sous garde militaire. L'insurrection se trouva dépassée par la ruse - voilà tout le secret de cette journée inouïe dans l'histoire de la Révolution française. Vous aurez peut-être entendu parler dans les journaux allemands de *barricades* conquises avec facilité. Ces barricades n'étaient composées que de quelques chaises jetées dans la rue pour arrêter un instant la cavalerie qui chargeait des gens sans défense.

Des circonstances contribuèrent encore à rendre inévitable l'issue honteuse du 13 juin.

Au moment même où Ledru-Rollin et les siens étaient occupés au Conservatoire des Arts et Métiers à se constituer en gouvernement provisoire, le comité socialiste secret en faisait autant. Il voulait se constituer en commune. Donc, avant même d'avoir renversé le pouvoir existant, l'insurrection se coupait déjà en deux camps et, ce qui est important, le *parti du peuple* n'était pas le parti de la « Montagne ». Ce seul fait vous explique beaucoup de choses. Le comité secret avait déjà voulu quelques jours auparavant agir dans la nuit par la violence. Ainsi le gouvernement aurait été

---

<sup>1</sup> À la fin de mai 1849, l'Assemblée constituante française, discréditée, bravée par le gouvernement, décida elle-même de se séparer et céda la place à l'Assemblée législative, dont la composition était très différente. Les républicains modérés, vainqueurs aux élections de 1848, furent vaincus aux élections de 1849 : moins de 80 élus. Les « Montagnards », le parti de Ledru-Rollin, étaient maintenant 180, ce qui alarma la bourgeoisie. Mais le parti de l'ordre formait la majorité : 450 élus. Désormais, tous les pouvoirs étaient aux mains des ennemis de la République.

Le gouvernement et la majorité de l'Assemblée se trouvèrent tout d'abord unis pour combattre à outrance les républicains de la « Montagne », les « Rouges », considérés moins comme des adversaires politiques que comme des brigands.

Le conflit éclata à propos d'une question de politique extérieure, l'expédition de Rome. L'expédition envoyée pour couvrir Rome contre une intervention de l'Autriche, s'était transformée en une campagne contre la république romaine pour le rétablissement du pouvoir temporel du Pape. Ledru-Rollin et ses partisans protestèrent au nom de la Constitution qui interdisait toute entreprise « contre la liberté d'aucun peuple ». On ne les écouta pas. Le 13 juin 1849, ils organisèrent une manifestation, espérant entraîner le peuple et la Garde nationale; quelques barricades furent élevées dans le quartier Saint-Martin, autour des Arts et Métiers. La manifestation fut rapidement dispersée par les troupes. Paris fut à nouveau déclaré en état de siège, la Garde nationale fut épurée.

On arrêta trente-quatre députés de la « Montagne ». Quelques députés, dont Ledru-Rollin, purent se réfugier en Angleterre, à Londres.

La journée du 13 juin fut suivie de nouvelles mesures de répression, dirigées surtout contre les associations et la presse démocratiques (six journaux supprimés). Le président, Louis-Napoléon Bonaparte, dénonça les « factieux » dans une proclamation retentissante. « Il est temps que les bons se rassemblent et que les méchants tremblent. » Le 19 juin, une loi sur les clubs permit au gouvernement de suspendre pour un an la liberté d'association. Le 27 juillet, une loi complémentaire sur la presse institua de nouveaux délits et réglementa sévèrement le colportage; une loi sur l'état de siège (9 août) permit sa proclamation avec le minimum de formalités. Désorganisés, privés de leurs moyens de propagande, les républicains se réfugièrent dans l'action secrète.

<sup>2</sup> Ce comité secret était la Commission des vingt-cinq, l'organe du Comité électoral socialiste de Paris dont faisaient partie également un groupe révolutionnaire formé de représentants des clubs ouvriers et des sociétés secrètes. Cette Commission dirigea la campagne électorale de la « Montagne » à Paris lors des élections à l'Assemblée législative, le 13 mai 1849 et participa à la préparation de la manifestation du 13 juin 1849.

surpris. Mais la « Montagne » et les « Amis de la Constitution » (le parti national<sup>1</sup>), ses alliés, s'y opposèrent. Ils voulaient prendre eux-mêmes en main l'initiative. L'intervention de Ledru-Rollin à la Chambre<sup>2</sup> devait être le gage que la « Montagne » était résolue à agir sérieusement. C'est ainsi que, d'une part, l'action énergique immédiate fut brisée et la manifestation pacifique préparée. D'autre part, voyant Ledru-Rollin se compromettre avec tant d'éclat à l'Assemblée nationale, le peuple crut qu'il avait d'énormes liaisons dans l'armée, un plan bien tramé et très ramifié, etc. Aussi, comme il dut être surpris lorsqu'il fut patent que le pouvoir de Ledru-Rollin n'était qu'une illusion et que les mesures défensives et offensives n'avaient été prises que du côté du gouvernement. Vous voyez comment les deux partis de la révolution se sont paralysés et dupés réciproquement. Les souvenirs que le peuple avait de l'attitude plus qu'équivoque de la « Montagne » et spécialement de Ledru-Rollin en mai et juin, finalement le choléra qui faisait rage notamment dans les quartiers ouvriers, firent le reste.

Dans l'ensemble, le 13 juin 1849 n'est que la rançon de juin 1848. En 1848, le prolétariat fut abandonné par la « Montagne », cette fois, c'est la « Montagne » qui fut abandonnée par le prolétariat.

Si écrasant que fut nécessairement le 13 juin pour notre parti dans toute l'Europe, cette journée eut ceci de bon que, à l'exception de Lyon<sup>3</sup>, c'est sans grande effusion de sang que le parti contre-révolutionnaire réussit à conquérir le *pouvoir absolu* à l'Assemblée nationale. Il ne va pas seulement s'écrouler de l'intérieur, sa fraction extrême le poussera bientôt à un point où il cherchera lui-même à dépouiller l'apparence gênante de la République et alors vous verrez comment *un souffle le fera disparaître et comment* février recommencera à une puissance supérieure.

---

<sup>1</sup> La Société des Amis de la Constitution fut fondée sous la République de 1848. Elle se composait des républicains modérés, de la nuance du *National* et de Cavaignac. Son existence fut aussi éphémère que celle de la Constitution qu'elle s'était donné pour mission de défendre.

<sup>2</sup> Le 11 juin 1849, Ledru-Rollin déclara à l'Assemblée législative au nom de la « Montagne » que les républicains sauraient faire respecter la Constitution par tous les moyens, y compris par les armes. Il déposa aussitôt une proposition de loi demandant la mise en accusation de Louis-Napoléon Bonaparte et de ses ministres.

<sup>3</sup> Sous l'influence des événements de Paris du 13 juin 1849, des mouvements correspondants se produisirent en province et surtout à Lyon où une insurrection ouvrière fut écrasée dans le sang après huit heures de combat. Il y eut deux cents morts.

## **Karl Marx : Au rédacteur du journal *La Presse***

---

La note que vous avez insérée dans *La Presse* du 26 juillet<sup>1</sup> relativement à mon séjour à Paris et que d'autres journaux ont textuellement reproduite, contient des faits tellement erronés que je suis obligé d'y répondre par quelques lignes.

D'abord la *Nouvelle Gazette rhénane* dont j'étais le propriétaire et le rédacteur en chef n'a jamais été interdite. Elle a été suspendue pendant cinq jours à la suite de l'état de siège. L'état de siège ayant cessé, le journal a reparu et a continué de paraître les sept mois suivants. Le gouvernement prussien, se voyant dans l'impossibilité de le supprimer légalement, eut recours au singulier expédient de se débarrasser du propriétaire, c'est-à-dire de m'interdire le séjour en Prusse. Quant à la légalité de cette mesure, la Chambre des députés de Prusse, qui doit se réunir sous peu, en décidera.

Après la défense qui m'a été faite de séjourner en Prusse, je me suis retiré d'abord dans le grand duché de Hesse, où il ne m'était nullement interdit de résider, pas plus que dans le reste de l'Allemagne. Si je suis venu à Paris, ce n'était point, ainsi que le dit votre journal, en qualité de réfugié, mais bien volontairement, muni d'un passeport régulier et dans le seul but de compléter les matériaux pour un ouvrage sur l'histoire de l'économie politique, commencé il y a cinq ans déjà.

Je n'ai pas reçu non plus l'ordre de quitter Paris *sans délai*, mais on m'a laissé le temps de faire une réclamation auprès du ministère de l'Intérieur. Cette réclamation, je l'ai faite, et j'en attends le résultat.

Recevez, etc.

Dr. Charles MARX<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Voici le texte paru dans *La Presse* du 26 juin (page 3 sous le titre : « Nouvelles de Paris ») qui a provoqué la réponse de Marx :

« M. Marx, ancien rédacteur en chef de la *Nouvelle Gazette rhénane* de Cologne qui a été interdite depuis la mise en état de siège, à cause de ses tendances ultra-démocratiques, s'était réfugié à Paris, il a reçu l'ordre de se rendre sans délai dans le département du Morbihan. On cite beaucoup d'autres réfugiés allemands qui ont reçu des ordres pareils de la police française.

M. Marx, depuis son arrivée à Paris, s'occupait exclusivement de travaux littéraires. »

<sup>2</sup> Article publié sous la forme où il a paru dans le journal *La Presse* du 30 juillet 1848.